



[Nom du Fonds/Programme Conjoint]
**RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹**

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2011

Intitulé du Programme & référence

- Intitulé du Programme: **Promotion du dialogue intercommunautaire et préparation des conditions pour le retour et la réintégration des déplacés et des réfugiés en toute sécurité et dignité dans les zones sortant de conflits armés à l'Est de la République Démocratique du Congo.**
- Réf. du Programme: PBF/COD/B-3
- Réf. Atlas/MDTF:

Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²

RDC, phase pilote Nord Kivu – Territoire de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo.

Organisations participantes

- *UNHCR*
- *UN Habitat*
- *PAM*
- *UNOPS*

Partenaires de mise en œuvre

- Gouvernement du Nord Kivu
- NRC, GTZ

Budget du Programme (US\$)

Contribution du Fonds: 2.650.000 USD

- *UNHCR : \$ 1, 428,238 ; UN Habitat : \$921,762 ; PAM : \$150,000 ; UNOPS : \$150,000*

Contribution de(s) agence(s):

- *UNHCR - \$ 2, 214,687, PAM - \$23,240*

Contribution du Gouvernement:

- *\$72,000*

Autres Contributions [donateur(s)]:

Durée du Programme (mois)

Durée totale: 24 mois

Date de démarrage³: 17/08/2010

Date de clôture: 31/12/2011
(ou date révisée, le cas échéant):

Date de clôture opérationnelle⁴: 31.12.2011

Date prévisionnelle de clôture financière:
31.12.2011

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUM.

³ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MDTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MDTF Office ([MDTF Office GATEWAY](#)).

⁴ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MDTF Office.

• (le cas échéant)

TOTAL : US\$ 4, 864,687

Evaluation du Programme

Evaluation complétée – (à joindre le cas échéant)

Oui Non Date: _____

Evaluation à mi-parcours – (à joindre le cas échéant)

Oui Non Date: _____

Soumis par:

- Nom:
- Titre:
- Organisation participante (“Lead Agency”):
UNHCR
- Adresse e-mail:

I. OBJECTIFS

• Indiquer les principaux extrants et leur contribution par rapport aux objectifs du programme.

Le projet a contribué à la prévention et à la résolution des conflits fonciers dans les zones affectées par les conflits armés dans le Nord Kivu et en Ituri. Son objectif dans le court terme est de contribuer à la stabilisation et à la pacification des zones sortant des conflits armés à travers la résolution systématique des conflits fonciers. Il a consisté en une mise en place de mécanismes de résolution des conflits à travers des mécanismes extrajudiciaires, comme la médiation. La pertinence du programme est accrue dans les zones de retour des déplacés et des réfugiés où la question foncière constitue un facteur déterminant et aussi à risques. Avec ce programme, les communautés ont accès à des mécanismes de résolution des conflits fonciers dans un contexte où l’administration étatique, surtout judiciaire, est faible. En territoire de Masisi et de Rutshuru au Nord Kivu, de Djugu en Ituri, des centres de collectes des cas de conflits fonciers sont mis en place avec les chefs coutumiers, l’administration locale et la société civile. Une équipe de 10 médiateurs appuyés par 10 animateurs fonciers sont déployés au quotidien dans ces territoires.

Le programme a contribué au renforcement des capacités de plusieurs acteurs étatiques et non étatiques sur la résolution et la prévention des conflits fonciers : administration foncière, chefs coutumiers, parlementaires, personnel du judiciaire administration territoriale, Société Civile, ONG Locales, femmes.

Les mécanismes de sécurisation des droits fonciers qui ont été mis en place, ont nettement contribué à la prévention des conflits fonciers et à la relance communautaire.

Le projet UNOPS Data Center for IDP, qui gère actuellement le centre d’enregistrement des déplacés interne dans les camps CCCM au Nord Kivu, fourni des données et des analyses statistiques et cartographiques liées aux personnes déplacées, à toute la communauté humanitaire. Ces activités rentrent également dans le cadre de l’appui au processus de consolidation de la paix à l’Est de la RDC qui a pour objectif la mise en place des mécanismes de résolution des conflits et de gestion du retour au niveau des groupements dont : l’appui à la réintégration des retournés et des rapatriés, la mise à disposition des acteurs de la stabilisation d’une plateforme commune de gestion de l’information (cette plateforme devrait répondre au besoin de coordination car elle permettra à tous les intervenants de disposer de données et de cartes sur les projets et leur état d’avancement, ainsi que des données sur les zones potentielles de retour pour faciliter la planification) et enfin le renforcement des capacités de la cellule infrastructure du gouvernement de la RDC en termes de collecte et de consolidation de l’information dans la zone STAREC, de façon à leur permettre d’avoir une vision claire des progrès effectués en termes de stabilisation, ainsi que des besoins à combler.

- **Expliquer le lien entre le programme et le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) guidant les opérations du Fonds/Programme conjoint.**

Le projet fait partie de la Stratégie de la Communauté Internationale pour la Sécurité et la Stabilité (ISSS) dans sa composante 4 Retour et Réintégration. Il s'insère aussi dans le cadre du Programme du Gouvernement congolais pour la Stabilisation et la Reconstruction des Zones sortant des conflits armés (STAREC).

Le projet UNOPS Data Center for IDP, servira de point de convergence pour la gestion de l'information pertinente ayant comme but la contribution à l'amélioration graduelle de la protection des populations civiles à l'Est de la RD Congo.

II. RESSOURCES

Ressources financières:

- **Indiquer les autres sources de financement disponibles pour le programme, le cas échéant.**

Le projet bénéficie désormais du soutien financier du HCR, du Gouvernement canadien et de l'USAID.

Le projet UNOPS Data Center for IDP a reçu un financement du UNHCR couvrant toute l'année 2011 pour le profilage et l'enregistrement des personnes déplacées interne logées dans les camps CCCM au Nord Kivu, mais aussi pour l'analyse et la dissémination des données récoltées par le biais de la cartographie.

- **Indiquer les révisions budgétaires approuvées par l'organe de décision concerné, le cas échéant.**

Aucune révision budgétaire n'a été enregistrée en 2011.

- **Indiquer les enseignements tirés et contraintes identifiées dans le processus du mécanisme financier, les délais dans l'obtention des transferts, les défis éventuels, la nécessité d'une meilleure coordination, etc.**

Le mécanisme basé sur une gestion parallèle des fonds de chaque agence paraît plus pertinent et plus économique car il éviterait le cumul des frais administratifs. Une contrainte a été notée au début du programme surtout dans la mise en place des fonds.

Le financement tardif de ce programme conjoint n'a permis qu'un démarrage des différentes activités citées dans le document du programme (FCP) que vers la fin du mois d'août 2010. Ceci a fortement handicapé la coordination entre partenaires pour la mise en place des activités et a causé un retard important dans le calendrier d'exécution du programme.

Ressources humaines:

- **Personnel National: Préciser le nombre et type de personnel (opérations/programme).**

UNHABITAT

- 2 Coordonnateurs Régionaux Nationaux (Nord Kivu, Ituri)
- 2 agents administratifs et financiers
- 1 logisticien
- 1 agent des Ressources Humaines
- 10 médiateurs fonciers
- 16 animateurs fonciers
- 2 chargés de la formation
- 10 chauffeurs

UNOPS

- 2 staffs nationaux dont 1 Assistant de Liaison et 1 Chauffeur ont renforcé l'équipe actuelle du projet (qui compte déjà 29 autres staffs nationaux grâce à la contribution du UNHCR).

- **Personnel International: Préciser le nombre et type de personnel (opérations/programme).**

1 Programme coordinateur Expert Foncier

1 volontaire des Nations Unies(VNU)-Officier de Liaison recruté comme prévu avec le financement PBF et un officier SIG qui était déjà présent avant même le démarrage du programme conjoint ont renforcé l'équipe actuelle du projet (qui compte déjà 5 autres staffs internationaux grâce à la contribution de l'UNHCR).

III.ARRANGEMENTS DE GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME

- **Décrire les mécanismes de mise en œuvre et expliquer, le cas échéant, comment ils ont été adaptés pour atteindre un impact optimal.**

La mise en œuvre du projet est basée sur deux principes clés : la complémentarité et la coordination. Compte tenu du fait que les problèmes fonciers sont transversaux, UNHABITAT a développé des mécanismes de collaboration et d'échanges d'information avec plusieurs groupes et agences intervenant dans le cadre de la stabilisation (Clusters Protection, Early Recovery, Groupe de Travail Abris, MoNUSCO-CAS, CCCM, Groupe de coordination foncière). Le programme a aussi bénéficié d'une appropriation à tous les niveaux (Local, Provincial, National). Le Ministre Provincial en charge des affaires foncières joue un rôle dynamique dans la mise en œuvre avec une forte implication dans la recherche de solution aux conflits fonciers. En vue d'harmoniser les interventions dans ce domaine, un groupe de coordination réunissant l'ensemble des acteurs qui travaillent sur le foncier, a été mis en place. C'est un cadre d'échange et d'harmonisation des interventions au niveau des territoires mais aussi de plaidoyer.

Le projet UNOPS Data Center for IDP a mis à profit les capacités existantes et les expériences de son équipe pour conduire des pré-tests dans 4 groupements au Nord Kivu (Kamuronza, Rugari, Mupfuni Matanda et Shanga), en vue de contribuer au renforcement des capacités de la cellule infrastructure du gouvernement de la RDC à travers le bureau de coordination provinciale de STAREC au nord Kivu en termes de collecte et de consolidation de l'information dans les zones potentielles de retour des déplacés et des réfugiés et qui se traduisait par une approche communautaire appelée « cartographie communautaire » effectuée avec l'appui des autorités locales à travers les inventaires de l'existant dans ces groupements et la production des analyses cartographiques.

Par ailleurs, le projet UNOPS a participé activement à la formation menée conjointement avec les partenaires, notamment l'UNHCR et UNHABITAT, suite à l'installation des 7 CLPC dans les territoires de Masisi et Rutshuru.

Enfin, le projet collectait et partageait régulièrement les données statistiques ou cartographiques des déplacés internes dans les camps CCCM du Nord Kivu avec tous les acteurs humanitaires afin de les aider à mieux cibler leur assistance.

- **Décrire les procédures d'approvisionnement utilisées et expliquer toute modification par rapport aux procédures standard.**

En matière d'approvisionnement le projet obéit aux normes standard des Nations Unies. L'approvisionnement et les opérations financières sont effectués par le bureau PNUD à Goma. Mais la lenteur dans les procédures constitue un obstacle à la mise en œuvre des activités. L'achat des véhicules dure en moyenne 3 mois.

Les procédures d'approvisionnement ou de recrutement utilisées sont les procédures standards applicables par l'UNOPS et par le bureau des VNU le cas échéant.

- **Décrire le(s) système(s) de suivi utilisé(s) et expliquer comment les enseignements tirés ont été pris en considération dans la gestion du programme.**

Le suivi a essentiellement porté sur des visites de terrains et des réunions avec les partenaires du programme conjoint.

- **Fournir les détails des évaluations ou études éventuelles menées sur le programme.**

IV. RESULTATS

Sur la période considérée :

Résumer les progrès réalisés par le programme par rapport aux objectifs et résultats escomptés. Expliquer tout écart dans l'atteinte des résultats par rapport à ceux initialement prévus.

Le sous-programme Appui à la Coordination, planification, suivi et évaluation des interventions STAREC, du programme FCP n'a réellement débuté que le 1er septembre 2010.

Le programme de prévention et de résolution des conflits fonciers repose sur une équipe de 10 médiateurs fonciers secondés par 8 animateurs entre Ituri et Nord Kivu. Dans la province du Nord Kivu, 19 sites sont couverts dans les territoires de Masisi et de Rutshuru et dans le Territoire de Djugu en Ituri. Un total de 590 conflits fonciers ont été documentés et suivis par les médiateurs fonciers. Jusqu'à fin 2010, 178 conflits fonciers ont été résolus au profit de 10.321 ménages. Un Centre de Médiation Foncière est opérationnel à Kitchanga en territoire de Masisi et reçoit en moyenne 30 bénéficiaires par jour. Des activités de sensibilisation sur la résolution pacifique des conflits fonciers ont été organisés dans les Territoires de Masisi, Rutshuru, Béni et Lubéro à l'attention de 180 chefs coutumiers et des autorités administratives territoriales et de l'administration foncière.

En matière de sécurisation foncière, 1.109 parcelles ont été restituées à des personnes retournées internes et 710 parcelles allouées à des familles pygmées à Hewa Bora et Luhonga dans le Masisi.

En matière de renforcement des capacités sur les méthodes alternatives de résolution des conflits, 25 magistrats, 23 auxiliaires de justice, 43 députés provinciaux et 180 chefs coutumiers ont été successivement formés.

Le programme de prévention et de résolution des conflits fonciers bénéficie de l'adhésion communautaire dont une des conséquences est une très forte demande de médiations.

Un renforcement de l'équipe de médiateurs est prévu pour une réponse rapide à cette forte demande. Le programme a pu faire le lien entre les structures provinciales et le centre de médiation foncière. Le programme devient un pilier fondamental pour le programme STAREC, car il comble les lacunes de la justice et des autorités traditionnelles dans un contexte de réconciliation et de relance communautaire.

L'équipe de l'UNOPS Data Center a été renforcée avec le recrutement d'un officier de liaison. Ce poste a permis en outre de renforcer les relations avec les intervenants du STAREC et d'adapter une partie des activités du projet à l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS). Ainsi, la plateforme de base de données et SIG (Système d'Information Géographique) déjà existante et développée par l'UNOPS Data Center for IDP a été étendue et adaptée pour appuyer la coordination des activités dans le cadre du STAREC. Le projet fournit donc des cartes sur les mouvements de population, et notamment l'analyse des flux de retours des

personnes déplacées interne, et continuent à travailler avec les communautés locales pour produire des cartes présentant les délimitations administratives du Nord Kivu.

Les inventaires des infrastructures de 4 groupements ont été effectuées en 4 mois grâce à la cartographie communautaire ; les analyses cartographiques sont disponibles mais attendent la validation de l'autorité compétente.

Dans le cadre de ses activités avec les déplacés internes dans les camps CCCM du Nord Kivu, le projet UNOPS data Center for IDP a capté et enregistré 17.901 personnes déplacées nouvellement arrivées, 3.389 naissances, 7.623 départs spontanés et 11.925 enfants non documentés (sans documents d'état civil). A la fin d'année 2011, 78740 individus soit 21.890 ménages ont pu être ainsi assistés grâce aux différentes mises à jour régulières de la base de données du projet UNOPS .

Le cas échéant, expliquer les retards dans l'exécution du programme, la nature des contraintes, les mesures prises pour atténuer de futurs retards et les enseignements tirés.

Le STAREC a connu des ralentissements dans sa mise en place, notamment des différentes structures de coordination du programme. Cela a rendu difficile une centralisation des données sur les projets mais aussi sur la protection des civils, la sécurité ou la restauration de l'autorité de l'Etat. L'outil technique de plateforme SIG et de données n'a donc pu être entièrement opérationnel en raison du manque de données. Les conditions d'accès (mauvais état des routes, routes inexistantes ou non praticables,...) ont également contribué au ralentissement des activités voire parfois un arrêt des activités.

V. FUTUR PLAN DE TRAVAIL (le cas échéant)

- **Lister les activités et dépenses pour la période à venir (1 Janvier-31 Décembre 2011), en utilisant les enseignements tirés de la période précédente.**

1. Mise en place des CLPCs,
2. Appui à la formation des membres des différents sous-comités,
3. Installation de centres de médiation foncière
4. Renforcement des capacités de l'administration foncière
5. Consultation communautaire sur le foncier
6. Redéfinition du projet conjoint compte tenu des nouveaux développements dans le Nord Kivu
7. Le projet UNOPS Data Center for IDP continuera de renforcer la collaboration avec les autres partenaires notamment du Programme conjoint afin de mieux les aider à identifier leurs besoins dans le cadre de l'appui à la promotion de dialogue intercommunautaire et préparation des conditions pour le retour et la réintégration des déplacés et des réfugiés en toute sécurité et dignité dans les zones sortant des conflits armés à l'EST de la République Démocratique du Congo.
8. Le projet UNOPS Data Center for IDP mettra en place une méthodologie et les outils techniques nécessaires afin de supporter et de renforcer les capacités de la cellule infrastructure du gouvernement de la RDC à travers le Bureau de la Coordination Provinciale de STAREC du Nord Kivu .

- **Signaler toute déviation importante des stratégies, objectifs et résultats-clés initiaux.**

Comme mentionné plus haut, le vide juridique dû au non renouvellement de l'Ordonnance STAREC avant la fin du mois d'octobre 2010 a considérablement retardé la mise en œuvre du programme conjoint et notamment la mise en place des CLPCs. Ce qui a eu pour conséquence un retard inéluctable des activités découlant de la fonctionnalité des dits CLPCs.

VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
Résultat 1 Promotion du dialogue intercommunautaire							
Résultat 1.1 Structures locales de gestion du retour et de réconciliation mises en places, formées et soutenues dans tous les groupements en priorité ceux à fort potentiel de retour des déplacés et des réfugiés	Indicateur 1.1.1	CTPR établie et fonctionnelles	1	0	dissolution de la CTPR	Vide juridique autour de l'ordonnance STAREC qui n'a été renouvelée que fin octobre 2010.	Aucune avancée significative au 31/12/2011
	Indicateur 1.1.2	CLPCs mis en place et fonctionnels	43	0	Dissolution de la CTPR et retard dans l'établissement d'une structure de remplacement pour poursuivre les activités initiées par la CTPR		Aucune avancée significative au 31/12/2011
Résultat 1.2 Les communautés sensibilisées à la coexistence pacifique, au retour des déplacés et au rapatriement des réfugiés	Indicateur 1.2.1	# de Fora organisé	9	2			Aucune avancée significative au 31/12/2011
	Indicateur 1.2.2	# d'engagements inter/intra communautaires signés et médiatisés	-	0			Aucune avancée significative au 31/12/2011

Résultat 2 Renforcement des capacités de l'Etat et de ses structures décentralisées en matière de médiation et gestion foncière							
Résultat 2.1 Renforcement des capacités des Comités Locaux en gestion et prévention des conflits fonciers	Indicateur 2.1.1	# de sous-comités fonciers mis en place	-	7 CLPC mis en place			
	Indicateur 2.1.2	# membres des sous-comités fonciers formés en matière de gestion et prévention des conflits fonciers		172 membres des CLPC formés et 64 membres de la sous-commission résolution des conflits formés			Processus d'installation des CLPC en cours pour les autres groupements non pourvus.
Résultat 2.2 Mise en place de mécanismes de réponse rapide aux conflits fonciers	Indicateur 2.2.1	# conflits fonciers documentés		1091 conflits documentés		Fiches de Médiation Registre du Médiateur Rapports Mensuel Base de données	
	Indicateur 2.2.2	# conflits résolus		406 conflits résolus			
		# médiateurs fonciers		4 médiateurs et 16 animateurs fonciers recrutés et formés.			
Résultat 2.3 Mise en place de	Indicateur 2.3.1	# CMF fonctionnel		2 CMF	Insécurité dans	Visite de site	

centres de médiation foncière à l'échelle des chefferies				installés	certaines zones et besoin de réviser les coûts		
	Indicateur 2.3.2	# décisions médiation enregistrées		406 Décisions enregistrées		Fiches de médiation Base de données	
		# conflits fonciers enregistrés		1091 conflits enregistrés		Rapports mensuels Registre des bénéficiaires	
Résultat 2.4 Sécurisation foncière dans les zones prioritaires	Indicateur 2.4.1	# parcelles restituées		1976 parcelles restituées		Rapport annuel Base de données	Indicateurs redéfinis pour la pertinence
	Indicateur 2.4.2	# parcelles distribuées		710 parcelles distribuées		Liste affectataire	
Résultat 2.5 Renforcement des capacités institutionnelles en matière de prévention et de résolution de conflits fonciers	Indicateur 2.5.1	# personnes formées		80 agents administratio n foncière et 195 chefs coutumier formés ; 105 membres du comité des sages des centres communautaires de médiation foncière formés ; 66 membres de		Liste de présences Rapport de formation	

				la sous-commission prévention des conflits des CLPC formés 2 comités des sages constitués et les membres de brigade foncière capacités renforcées ; 50 agriculteurs et éleveurs formés			
--	--	--	--	--	--	--	--

Résultat 3 Appui à la réintégration des retournés et rapatriés dans leurs milieux d'origine

Résultat 3.1 Appui aux communautés dans la résolution de leur problèmes d'accès à l'abri dans les zones de retour	Indicateur 3.1.1	# comités abris fonctionnels	13	13		Rapport partenaire NRC	
	Indicateur 3.1.2	# de famille bénéficiaire d'un abris de transition	725	710		Rapport partenaire NRC	
Résultat 3.2 Conseil juridique et médiation foncière dans les groupements de Banyungu et Mupfuni Matanda	Indicateur 3.2.1	# de conflits fonciers et/ou de conseil juridique fournis		4 conflits fonciers sur 12 identifiés ont été résolus par la médiation, à travers la		Rapport partenaire NRC	

				commission du groupement Matanda			
Résultat 3.3 Besoins multisectoriels prioritaires identifiés et transmis aux acteurs compétents pour résolution	Indicateur 3.3.1						non encore identifiés
	Indicateur 3.3.2						non encore identifiés
Résultat 4 Améliorer la synergie et la complémentarité entre les interventions du STAREC							
Résultat 4.1 Une plateforme commune pour la gestion de l'information géographique relative aux interventions STAREC mise en place et renforcée	Indicateur 4.1.1	Déploiement des VNU internationau x		Recrutement d'un VNU international (chargé de liaison)	Les autres postes étaient déjà pourvus et il n'y avait pas de nécessité de recruter	VNU en poste depuis fin novembre 2010	
		Amélioration de l'outil pour un meilleur appui a la gestion des déplacés dans les camps et mise en place d'une plateforme relative a STAREC		Plateforme pour les déplacés améliorée et ébauche de la plateforme pour l'appui a STAREC créée et présentée aux partenaires		L'outil est créé et utilisé dans le cadre de l'appui au retour et à la réintégration (base de données des déplacées) et une ébauche de plateforme pour l'appui a STAREC est développée pour la communauté de stabilisation	

Résultat 4.2 Cartes géographiques thématiques disponibles pour tous les acteurs impliqués dans les différentes composantes de l'ISSSS	Indicateur 4.2.1	Nombre de cartes produites		35 cartes (analyses des mouvements des déplacés dans les camps CCCM)		Cartes produites et disséminées à travers le site Internet du projet et par email	
	Indicateur 4.2.2	Etendue des territoires cartographiés		1 carte avec les limites de tous les groupements au Nord Kivu		Cartes produites en attente de validation officielle	

